

AGROCAMPUS-OUEST

Département de l'Économie Rurale et de Gestion

DERG

Échanges et PAC

Spécialités de Master 2 et d'Ingénieur

- Politique des Ressources, de l'Agriculture, de la Mer et de l'Environnement (**PRAME**)
- Politique et Marchés de l'Agriculture et des Ressources (**POMAR**)

Les leçons tirées de la crise alimentaire de 2007-2008 et de la volatilité des prix agricoles mondiaux. Quelles réponses internationales ?

Devoir rédigé par :

Anned-Linz **SENADIN**

Laura **PICAUD**

Professeur. : Cathie Laroche Dupraz

Décembre 2011

Tables des matières

Introduction.....	5
I-Les déterminants de la crise et de la volatilité.....	6
1.1-Contexte des prix.....	6
1.2-Causes structurelles.....	7
1.2.1-Augmentation de la demande	7
1.2.2-Diminution de l'accroissement de l'offre	7
1.2.3-Effets aggravant des interventions nationales	7
1.2.4-Changement climatique.....	8
1.2.5-Manque d'information sur la production.....	8
1.3- Causes conjoncturelles	9
1.3.1-Les biocarburants	9
1.3.2-Le rôle controversé de la spéculation.....	9
1.3.3-Prix de l'énergie	10
1.3.4-Les stocks au plus bas	10
1.3.5-Aléas climatiques	10
1.3.6- Effets aggravant des interventions nationales pendant la crise.....	11
2-Les réponses nationales : exemple de deux politiques.....	11
2.1-Le Vietnam, un grand pays producteur et exportateur de riz.....	11
2.1.1-La crise et ses effets.....	11
2.1.2-Les politiques mises en place.....	12

2.1.3-Conséquences et discussions de ces politiques.....	13
2.2- L'Éthiopie, un petit pays importateur net de blé et de maïs.....	14
2.2.1- La crise et ses effets.....	14
2.2.2-Les politiques mises en place.....	14
2.2.3-Conséquences et discussions de ces politiques.....	15
2.3-Conclusions tirées de ces deux exemples de politiques.....	16
3-Les leçons tirées de la crise alimentaire de 2007-2008 pour la survenue d'une nouvelle crise.....	16
3.1- Points de vue des différents acteurs internationaux.....	16
Conclusion	20
Bibliographie	21

Liste des sigles et symboles

APD : Aides Publiques au Développement

BM : Banque Mondiale

CGD : Centre pour le Développement Global

CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

FAO: Food Agriculture Organization

FMI : Fonds monétaire international

G20 : Forum économique créé en 1999 qui rassemble les 20 plus grandes puissances mondiales et qui se réunit une fois par an dans un but de concertation.

HLPE : Groupe d'Experts de Haut Niveau sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition

IEA: International Energy Agency

IFPRI: International Food Policy Research Institute

IMF: International Monetary Fund

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

PED : Pays en voie de Développement

PMA : Pays Moins Avancés

TVA : Taxe sur Valeur ajoutée

UE : Union Européenne

USA: United States of America

USDA: United States Department of Agriculture

Introduction

Depuis 2007 les marchés mondiaux ont été témoins d'une série de renversement des prix des produits. Les prix des produits alimentaires ont atteint leur niveau le plus élevé depuis 30 ans au cours de l'été 2008. Le prix du blé a augmenté de 118% entre janvier 2007 et mars 2008 alors que les prix du riz et du maïs ont connu des envolées respectives de 224 et 78% entre janvier 2007 et juin 2008 (HLPE, 2011). Ces hausses de prix ont fortement alourdi la facture des importations pour la plupart des pays en développement. Par exemple, entre 2002-2003 et 2007-2008, la facture des importations de céréales des pays à faible revenu et à déficit alimentaire a plus que doublé en valeur (CNUCED, 2008).

La Banque Mondiale a estimé à plus de 105 millions, le nombre de personnes passées sous le seuil de pauvreté lors de la crise alimentaire de 2007-2008. La FAO qui a dressé une liste de 37 pays (dont une vingtaine se trouve en Afrique) touchés, estime qu'en conséquence de cette crise, environ 200 millions de personnes supplémentaires souffrent de sous-alimentation, portant le nombre total de personnes sous-alimentées dans le monde à plus d'un milliard. Toutefois, ces estimations (de la FAO) ont été largement contestées pour plusieurs raisons, notamment parce qu'elles n'ont pas tenu compte de la situation particulière des pays qui ont protégé leur marché intérieur, tels que l'Inde et la Chine, où la hausse des prix mondiaux s'était peu répercutée et où les revenus étaient en forte croissance (HURE, 2011). À cette période, il n'existait aucun mécanisme institutionnel de collecte et d'analyse systématiques de données qui ait été conçu pour offrir une vue mondiale et dynamique des effets réels d'une crise des prix des produits alimentaires sur les populations vulnérables.

De nos jours, la volatilité des prix est devenue un sujet central pour l'économie mondiale à la suite des fortes et brutales variations des cours observées depuis 2007 sur les marchés des matières premières, et notamment les marchés pétroliers et agricoles.

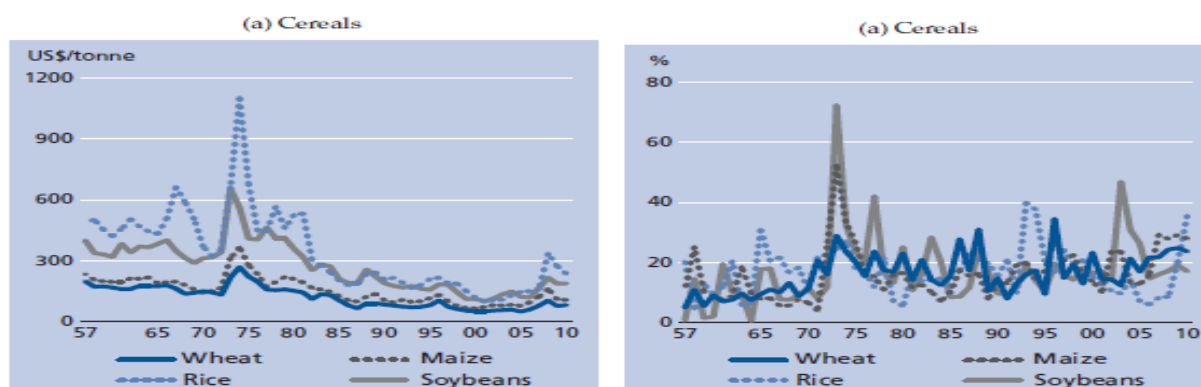
Dans les pages qui suivent, nous allons essayer de répondre à ces interrogations : Quelles sont les causes et les conséquences de cette crise? Quelles sont les stratégies qui ont été mises en œuvre par les gouvernements pour contrecarrer cette crise ? Quels sont les effets négatifs des réponses nationales de deux pays, le Viet Nam et l'Éthiopie à la crise? Quels sont les points de vue des instances internationales, notamment la FAO, la banque mondiale, le G20 et l'IFPRI ?

I-Les déterminants de la crise et de la volatilité

De nombreux experts ont décrit avec précision l'ensemble de facteurs qui a conduit à la flambée des prix. Il est possible de classer les causes de manière non exhaustive selon deux principales catégories : d'une part, les causes structurelles responsables de la volatilité durable des prix et d'autre part, les causes conjoncturelles qui ont participé à l'aggravation de la situation.

1.1-Contexte des prix

Prix réels annuels et la volatilité historique réelle annualisée des céréales entre 1957 et 2010.



Sources (FAO): maize (US No. 2, yellow, US Gulf); rice (white rice, Thai 100% B second grade, f.o.b. Bangkok); soybeans (US No. 1, yellow, US Gulf); Wheat (US No. 2, soft red winter wheat, US Gulf);

Sur le graphique de gauche on observe une forte tendance à la baisse de tous les prix des céréales durant tout le 20^{ème} siècle. En 2000 la tendance change et tend vers une augmentation des prix. Les tendances observées sur les céréales sont identiques à celles observées pour les autres catégories de produits à savoir les huiles végétales, les produits animaux et le sucre. On remarque deux chocs très nets sur les prix : l'un très marqué sur les 4 céréales et le plus important en 1973 et un autre plus atténué en 2007-2008. Sur le graphique de droite on observe une variabilité des prix en augmentation en moyenne jusqu'en 2000 et dont l'amplitude est de plus en plus élevée. L'amplitude est encore plus importante pour les autres catégories de produits (de nombreux pics autour de 60% et 80% pour le sucre et les produits animaux) et ce depuis 1957. Cependant depuis les années 2000, cette volatilité semble contenue en dessous de 40% pour tous les produits (sauf pour la soie en 2004). Il faut noter que la variation varie selon les produits. Les années 2000 marquent un tournant dans la tendance à la hausse des prix mais ne rassurent pas pour autant les producteurs du fait d'une variabilité qui reste très importante. Les consommateurs sont en général pénalisés par cette hausse des prix.

1.2-Causes structurelles

1.2.1-Augmentation de la demande

L'augmentation de la population est l'un des facteurs très marquants de cette crise. L'évolution démographique est telle que la demande de produits agricoles n'a pas été compensée ni par une augmentation de la production ni par une augmentation de la productivité (voir paragraphe 1.2.2). L'urbanisation, l'augmentation des revenus et les changements de consommation parallèlement à une baisse tendancielle des stocks ont conduit à une offre et une demande de produits agricoles très tendues. En effet, de rapides accroissements économiques ont été observés dans des pays à forte croissance démographique comme en Inde ou en Chine où la demande de viande par exemple augmente avec les revenus.

1.2.2-Diminution de l'accroissement de l'offre

La croissance annuelle des rendements des cultures céréalières dans nombre de pays est passée de 3 à 6 % dans les années 80 à seulement 1 à 2 % en 2008 (CNUCED, 2008). Plusieurs facteurs expliquent cette tendance à la baisse: l'urbanisation diminue les espaces cultivables, la qualité des terres diminue, les terres sont de plus en plus « écologiquement fragiles », le manque d'eau et d'accès à l'irrigation. Par exemple, « la superficie moyenne des exploitations en Chine et au Bangladesh, est tombée d'environ 1,5 hectare dans les années 70 à tout juste 0,5 hectare à l'heure actuelle » (The Economist, 2008).

1.2.3-Effets aggravant des interventions nationales

Un faible soutien financier au secteur agricole, le plus important contribuant au PIB et à l'emploi dans les PED est apporté. Dans les pays à vocation agricole, l'agriculture n'est pas subventionnée mais taxée et peu d'investissement dans la recherche agricole y sont faits. Seulement 3% des investissements dans les PMA sont attribués à la recherche agricole (CNUCED, 2008). La sécurité alimentaire est donc très sensible à des variations de prix et ne peut être garantie de façon pérenne dans les pays en développement. De la même façon, les investissements internationaux ont fortement diminués. Entre 1980 et 2002, les institutions multilatérales ont réduit les dépenses d'APD pour l'agriculture [...] de 85 %. Les donateurs bilatéraux ont, quant à eux, diminué leurs apports [...] de 39 % (CNUCED, 2008). Aujourd'hui

et en l'espace de vingt ans « 70% des pays en voie de développement qui sont traditionnellement des exportateurs de produits alimentaires sont devenus des importateurs nets de produits alimentaires » (GRAIN, 2008).

1.2.4-Changement climatique

Le changement climatique influe de manière significative sur la production. « La maîtrise des conditions de production fait défaut et aggrave les conséquences du changement climatique : les intrants, les engrais chimiques ou organiques, les semences améliorées, l'eau et/ou la mécanisation qui vont faire que les sols et les plantes seront en meilleure forme. » (Le G20 agricole : une chance pour l'agriculture mondiale). Donc la production varie et reste très dépendante des changements climatiques. La volatilité des prix est alors d'autant plus grande sur le marché national ou régional que cette offre baisse. Elle est différente de la volatilité observée sur les marchés internationaux qui ne se fait ressentir sur le marché domestique que si les produits du marché international sont importés. C'est pour cette raison qu'au printemps 2008 le prix du riz importé et celui du riz produit ne sont pas les mêmes. Les prix du riz ont triplé sur le marché international et Dakar importe 90 % de sa consommation de riz. On observait alors que les paysans sénégalais de la vallée du fleuve Sénégal ne constataient pas d'augmentation de leur prix de vente supérieure à 30 %.

1.2.5-Manque d'information sur la production

L'offre dans les campagnes n'a parfois pas pu être connectée à la demande urbaine parfois très proche des lieux de productions en raison d'un manque de circuit de distribution. Ainsi, des émeutes de la faim ont eu lieu alors que des paysans se trouvaient avec des excédents. Il en était de même au niveau mondial. De petits producteurs n'ont pas l'information concernant le prix mondial et ne peuvent ainsi exporter au meilleur prix afin de maximiser leur profit mais ils accusaient des coûts de production élevés ne permettant pas de dégager un revenu suffisamment important pour garantir leur propre sécurité alimentaire alors qu'ils sont producteurs. C'est ainsi que sur un total estimé de 845 millions de personnes souffrant de la faim au niveau mondial, 80 % sont de petits agriculteurs (GRAIN, 2008).

1.3- Causes conjoncturelles

1.3.1-Les biocarburants

La demande de biocarburants a été largement considérée comme l'une des principales causes de la flambée des prix internationaux des produits alimentaires en 2007-2008. La production de biocarburants a déstabilisé les marchés de produits alimentaires de trois façons. Tout d'abord, elle a détourné des céréales de l'usage alimentaire, avec plus d'un tiers du maïs poussant aux États-Unis utilisé dans la production de l'éthanol. Deuxièmement, les politiques de soutien des biocarburants aux USA et dans l'UE ont encouragés les agriculteurs à réserver des terres pour la production de biocarburants. En troisième lieu, cela a suscité une spéculation financière sur les céréales, augmentant encore les cours.

Le développement spectaculaire de ce secteur n'a été possible que grâce à des aides publiques massives: subventions, exonérations de taxes et incorporation obligatoire dans l'essence alors que les USA et l'UE diminuaient par ailleurs leur aide aux producteurs agricoles, chez eux et dans les pays pauvres. En 2009, elles s'élevaient à quelque 8 milliards de dollars pour les USA et l'UE (IEA, 2010).

1.3.2-Le rôle controversé de la spéculation

La spéculation sur les marchés à termes est le facteur le plus controversé parmi les facteurs généralement considérés dans l'explication de la volatilité des prix alimentaires.

Personne ne nie l'augmentation spectaculaire du volume des transactions non commerciales sur ces marchés, mais le lien entre cette multiplication des transactions non commerciales et la formation de bulles de prix est loin de faire l'unanimité. Toutefois, même si les preuves disponibles ne permettent pas de tirer des conclusions sur les conséquences de l'augmentation des activités spéculatives, les risques de formation de bulles de prix et d'exclusion de certains acteurs commerciaux (en raison des coûts de participation plus élevés sur des marchés à terme déréglementés) sont bien documentés.

Les spéculateurs à la recherche d'actifs dont les prix allaient augmenter ont réorienté leurs portefeuilles pour acheter des denrées alimentaires. A titre d'exemple, le montant des investissements spéculatifs placés dans les marchés à terme de produits de base est passé à 5 milliards de dollars US en 2000 à 175 milliards de dollars en 2007 (CNUCED, 2008).

1.3.3-Prix de l'énergie

La volatilité des prix se transmet des marchés de l'énergie aux marchés agricoles du fait de liens croissants au travers des intrants comme les engrais, semences et pesticides, ainsi que les coûts d'exploitation du matériel agricole et des opérations d'irrigation, de transformation et les transports et au travers de la demande de produits agricoles pour la production de bioénergie.

Les prix élevés de l'énergie ont fait augmenter le coût de la production agricole, de la transformation et de la distribution des produits alimentaires. Alors que la part de l'énergie dans le coût de la production agricole est de 4 % environ dans la plupart des pays développés, par exemple, elle est de 8 à 20 % dans certains grands pays en développement, comme le Brésil, la Chine et l'Inde. La hausse des prix de l'énergie a donc fortement majoré le coût de la production alimentaire dans les pays en développement.

L'augmentation continue des prix de l'énergie a tiré à la hausse la demande de biocarburants et, par conséquent, leurs prix. Cela a fait augmenter de manière directe les prix des cultures utilisées comme matières premières dans la production de biocarburants et, de manière indirecte, les prix des autres cultures qui sont en concurrence avec elles pour les terres et les autres ressources ainsi que du foncier. Le prix de l'énergie a donc été un important facteur de la hausse des prix mondiaux des produits agricoles.

1.3.4-Les stocks au plus bas

Le rapport entre les stocks et l'utilisation des céréales à l'échelle mondiale est estimé à 19,4% en 2007/08, le plus bas depuis 30 ans (FAO, 2008). Les prix des produits alimentaires sur les marchés internationaux et la volatilité sont étroitement liés au niveau des stocks alimentaires mondiaux. Des prix hauts, causés par des chocs négatifs sur l'offre, des chocs positifs sur la demande ou les deux à la fois, impliquent une rentabilité positive des activités de stockage : on puise alors dans les stocks pour augmenter l'offre, à condition bien sûr que l'on dispose de réserves dans lesquelles puiser.

1.3.5-Aléas climatiques

Divers éléments climatiques ont expliqué la faiblesse des récoltes dans de nombreuses parties du monde en 2007. Parmi ces éléments climatiques, nous retenons : la sécheresse observée en Australie par exemple où la production de blé a été divisée par deux ; l'hiver particulièrement rude qui a touché les grands pays producteurs de céréales comme le Sud de la Chine ; les

inondations survenues dans certains pays tels l'Équateur. Toutes ces catastrophes naturelles ont engendré de mauvaises récoltes. L'offre des pays exportateurs a donc régressé. Pour satisfaire leur demande locale certains pays ont dû geler les exportations de céréales.

1.3.6- Effets aggravant des interventions nationales pendant la crise

1.3.6.1- Restriction à l'exportation

Certains pays exportateurs de céréales ont limité directement ou indirectement leurs exportations de produits alimentaires en accumulant des stocks alimentaires et en interdisant ou en taxant les exportations de ces produits. Ces mesures avaient pour objet de répondre temporairement aux besoins du marché intérieur, mais dans certains cas elles n'ont fait que perturber encore plus les marchés nationaux, régionaux et mondiaux des produits alimentaires et réduire l'offre mondiale de ces produits.

1.3.6.2- Les médias

Les médias ont aussi joué un rôle grâce à des rapports superficiels de certaines des restrictions à l'exportation. Par exemple, la décision d'interdiction des exportations du Cambodge à la fin de mars 2008 a donné plus d'effets dans la presse que ne l'était justifiée compte tenu de son impact réel. Ces restrictions étaient non seulement temporaires, mais également elles ont été largement levées. En outre, les exportations du Cambodge avaient largement eu lieu avant l'interdiction. Enfin, les déclarations des organisations internationales ont fait des prévisions à la hausse des prix. De telles déclarations, considérées par beaucoup comme faisant autorité, ont grandement contribué à la nervosité du marché.

2-Les réponses nationales : exemple de deux politiques

2.1-Le Vietnam, un grand pays producteur et exportateur de riz

2.1.1-La crise et ses effets

Le riz n'est pas la source la plus importante de calories dans les pays pauvres, dans l'Asie et en Afrique de l'Ouest. Le Vietnam, quant à lui, ne produit que 5,6% de la production mondiale en 2007/2008 mais ses exportations représentent 15% environ des exportations mondiales (3,7

millions de tonnes) le conduisant au deuxième rang des exportateurs (CNUCED d'après les données de la FAO). C'est un grand pays exportateur. Le prix du riz a fortement baissé depuis la fin des années 70 passant de presque 3000\$ la tonne à 335\$ avant la crise et augmenté de façon constante mais progressive depuis 2001 jusqu'en septembre 2007 multipliant le prix par deux (170\$/tonne à 333\$/tonne). La crise du riz débute donc en octobre 2007, après les autres céréales, et prendra fin en avril 2008, soit 6 mois où les prix sont multipliés par 3 pour atteindre environ 1000\$ la tonne. Il n'y a eu pas de chocs violents sur la production ni sur les stocks (augmentation de 1,1%) de production entre 2006 et 2007, la demande par habitant stagne dans certains pays voire elle diminue dans d'autres. Le ratio stock sur consommation est en augmentation. L'augmentation de la population n'est pas non plus la cause de cette forte hausse de prix étant donné qu'elle suit l'augmentation de la production. Les stocks de riz se sont maintenus à un niveau constant de 18% entre 2004 et 2007 (sauf en Chine mais il semble difficile de lui imputer la responsabilité de cette hausse considérable du prix). En outre, alors que le prix était multiplié par trois on observait une hausse de 20% du commerce mondial de riz pendant les quatre premiers mois de 2008 par rapport à ces mêmes quatre premiers mois de 2007. Les causes de la crise sont non habituelles et donc ailleurs. En effet, en parallèle du marché du riz, les prix du pétrole, du maïs, du blé et de la soie, s'envolent et créent une atmosphère de préoccupation qui a amené des décisions politiques des pays échangeant du riz qu'ils soient exportateurs ou importateurs. La crainte d'une contamination du marché du riz à travers la substitution du blé a conduit l'Inde et le Viêt Nam à annoncer le gel de l'utilisation des stocks publics et l'interdiction d'exporter du riz pour sécuriser l'offre supplémentaire par anticipation et la rendre disponibles et accessible pour leur population

2.1.2-Les politiques mises en place

Un nouveau quota est alors instauré et accessible en juin 2007 seulement et n'est publié par le Vietnam que la veille de la récolte du printemps-hiver qui a lieu fin février permettant de prévoir la récolte. Ainsi, le quota à l'exportation publié permettait d'assurer une offre domestique suffisante et adéquate. Mi-janvier 2008, de nouveaux quotas de vente à l'export sont publiés pendant deux semaines et demie seulement avant que le gouvernement ne les bannisse de peur d'un choc climatique dans le delta de la rivière du Mekong. Cette interdiction fut levée après une négociation avec les Philippines, le plus grand importateur de riz au monde dont les

consommateurs accusaient un prix mondial insoutenable. L'autorité nationale alimentaire (NFA), l'importateur de riz public des Philippines, organise des négociations avec les exportateurs du Vietnam (dont la Vinafood 2, l'exportateur de riz public du Vietnam et des exportateurs provinciaux) en décembre 2007 et janvier 2008, en pleine crise. Plusieurs contrats sont signés entre le Vietnam et les Philippines à des prix supérieurs aux prix mondiaux et sont pour la plupart pas honorés avec du retard. Cela contribue à augmenter les prix et à diminuer l'offre. Les politiques de restrictions aux exportations du Vietnam, de la Thaïlande, de l'Inde et d'autres pays et les politiques de non négociations des pays importateurs ont conduit à créer une bulle spéculative encourageant les paysans, traders et consommateurs à amasser et stocker le riz et ainsi augmentant le prix mondial du riz. Suite à cela, le prix du riz a augmenté en moyenne aux Philippines de 7% en mars, 18% en avril jusqu'à 19% entre mai et juin. Les Philippines font une dernière offre pour acheter du riz qui ne rencontre pas de garantie du Vietnam le 5 mai. Le 9 mai, les Philippines sollicitent le Japon qui importe son riz des USA qui lui interdisent, par un contrat, de vendre leur riz. Le centre pour le développement global (CGD) fait tomber cette situation le même jour en dénonçant le comportement des USA et en pointant les stocks en Thaïlande et en Chine. Le 14 mai, les USA lève l'interdiction au Japon de vendre leur riz. Dans la même semaine, les prix des contrats à terme du riz ont diminués aux USA et ont perdus 29% entre le 13 mai et le 3 juin en Thaïlande.

2.1.3-Conséquences et discussions de ces politiques

Il n'y a pas eu de défaillance du marchés mais ce sont bien les décisions politiques nationales et leur manque de coordination et de transparence entre les pays producteurs et consommateurs qui ont suscité et alimenté ce que la FAO appelle le désarroi. Les entreprises d'Etats ont joué un rôle très controversé car leur action manque de transparence comme les entreprises privées mais elles sont soumises aux forces du marché alors que les entreprises d'Etat ne le sont pas et ne permettent pas d'assurer un prix compétitifs. La théorie économique du « dilemme du prisonnier » permet d'expliquer le comportement non coopératif des pays impliqués : le choix était entre coopération avec les autres pays pour tenter de limiter l'explosion des prix sur le marché international, d'une part, et comportement égoïste de stabilisation immédiate du marché domestique mais pénalisant les autres pays, d'autre part (Headey D.D., 2010). Dès la mise en place d'une politique protectionniste de l'Inde, le choix « égoïste » est fait par défaut par tous les

pays. La forte régulation des politiques publiques sur les marchés physiques limite de fait les gains à escompter d'une activité purement financière.

2.2- L'Éthiopie, un petit pays importateur net de blé et de maïs

2.2.1- La crise et ses effets

En Éthiopie, le secteur agricole assure environ 60 % du PIB, 85 % de l'emploi total et 90 % des recettes en devises, dont 60 % pour le seul café. Les céréales constituent la principale culture vivrière et occupent 76 % de la superficie totale des terres cultivées.

Les prix intérieurs du blé et du maïs en Éthiopie ont augmenté à un rythme plus rapide (respectivement de 46 à 130 % et de 59 à 157 %) que les prix mondiaux du blé et du maïs.

L'impact de la hausse des prix alimentaires et du carburant de 2008 pourrait dépasser 50 % des réserves initiales internationales pour les huit pays africains dont l'Éthiopie (FMI, 2008a). Une étude du FMI a estimé une augmentation de la facture des importations alimentaires de USD 7,2 milliards, ou 0,3 mois d'importations pour 43 importateurs nets de denrées pays disposant de données.

2.2.2-Les politiques mises en place

1-Mise en vente de stocks publics et importés à des prix subventionnés

Le gouvernement éthiopien a vendu environ 190 000 tonnes de blé sur ses réserves de céréales à environ 800 000 citoyens pauvres et importé 150 000 tonnes de blé en Août / Septembre 2008 pour satisfaire la demande dans les zones urbaines.

2-Suspension / réduction de la TVA et d'autres taxes sur les produits alimentaires de base.

Le gouvernement éthiopien a éliminé la taxe sur valeur ajoutée (TVA) et les taxes sur le chiffre d'affaire (15%) sur les céréales et la farine (IMF, 2008). Si ces mesures ont amorti la flambée des prix, elles n'ont pas résolu le problème.

3-Contrôle des prix et restriction du commerce privé

Certains pays dont l'Éthiopie ont tenté de contrôler les prix et restreindre le commerce privé des céréales afin de maintenir des prix bas pour les consommateurs.

4-Restiction ou interdiction des exportations

Les principaux exportateurs de céréales ont imposé des restrictions dans le sillage de l'inflation des prix alimentaires. L'Éthiopie a limité les exportations alimentaires dans une tentative de consolider les approvisionnements intérieurs. Malheureusement, les prix mondiaux ont été dégréés en raison des restrictions. L'impact sur le marché du riz peu commercialisé a été particulièrement spectaculaire.

5-Transferts monétaires et alimentaires

Les filets de sécurité sociale étaient destinés à atténuer l'impact social de la crise des prix et pour éviter la famine et la malnutrition des groupes les plus vulnérables dans les zones urbaines et rurales. Les deux principales catégories de filets de sécurité ont été les transferts de trésorerie et les approches fondées sur l'assistance alimentaire.

Ces programmes d'aide incluent la mise en œuvre des programmes de cash for work, la vente de nourriture à des prix subventionnés à des groupes ciblés, l'augmentation du revenu disponible par l'augmentation des salaires et des avantages des employés du secteur public.

6- Mesures à court terme visant à soutenir les producteurs et la production

Ces mesures ont été mises en œuvre par promotion des jardins potagers et l'utilisation hors-saison des terres irriguées pour produire des légumes de courte durée et autres cultures.

2.2.3-Conséquences et discussions de ces politiques

Les réponses politiques semblent avoir apporté un soulagement limité dans le cas du blé. Toutefois, la flambée des prix aurait pu être pire s'il n'y avait pas les actions comme la libération de stocks et la réduction d'impôt. Une baisse du montant de la distribution d'aide alimentaire a également contribué à l'augmentation des prix (Demeke et al. 2007).

Si certaines des dispositions prises incluent de lourds investissements conduisant à une production accrue et la création d'emplois, elles portent également le risque, sauf si elles sont dûment réglementées et négociées, d'avoir des conséquences dramatiques sur l'accès à la terre par les agriculteurs et les communautés et pour le pays lui-même en termes de perte de revenu.

Les réponses politiques du gouvernement Éthiopien pour atténuer l'impact de la flambée des prix alimentaires ont eu des implications sur la stabilité macro-économique du pays. Elles ont eu des conséquences néfastes sur le financement des services de base. En effet, le pays a été confronté au défi du financement des subventions, la protection sociale et de la nourriture ainsi que les

importations de carburant. Il a dû puiser dans ses réserves de change et de recourir à l'emprunt intérieur, risquant une réaffectation des ressources, la hausse des pressions inflationnistes et des difficultés de balance de paiement

2.3-Conclusions tirées de ces deux exemples de politiques

Lors d'une taxe à l'exportation, le prix domestique est diminué ce qui profite aux consommateurs nationaux et ce qui défavorise les producteurs locaux. Le surplus total du pays est négatif, les producteurs Vietnam perdent plus que ne gagnent les consommateurs. Le surplus du budget est positif par la recette douanière. Le surplus pour les consommateurs du reste du monde est largement négatif vu les émeutes de la faim qui ont été observées. Plus la demande d'importation du reste du monde est inélastique, plus la taxe est assumée par ces importateurs du reste du monde et moins le prix domestique varie. Il y a donc peu de changement pour les consommateurs locaux en cas de mise en place d'une taxe si les demandes locale et internationale sont inélastiques. Cette politique semble donc inefficace pour diminuer le prix domestique. L'objectif visé n'a donc pas été atteint. Lors d'une interdiction d'exportation, les conséquences sont similaires à une restriction sauf que le surplus du budget est nul dans le cas d'interdiction alors qu'il est positif dans le cas de taxe. Cette politique est moins défavorable aux producteurs locaux lorsqu'ils exportent car ils ne supportent pas de taxe. Le prix domestique reste inchangé par rapport à une taxe équivalente ce qui rend les critiques identiques à l'instauration d'une taxe concernant l'objectif au moment de la crise de 2007-2008.

3-Les leçons tirées de la crise alimentaire de 2007-2008 pour la survenue d'une nouvelle crise.

3.1- Points de vue des différents acteurs internationaux

La banque mondiale prône la libéralisation des échanges pour améliorer le commerce des pays en développement et la croissance de la production agricole malgré une augmentation prévue des prix internationaux des produits de base de 5 % en moyenne et bien que des gens y perdent. L'effet de richesse et d'assurance incitant à produire que renvoient le protectionnisme et son coût assumé à 50% par les pays en développement sont des arguments en faveur de la libéralisation à

condition que les PED soient capables de produire plus et mieux afin de devenir compétitifs. D'autre part, une diminution de la taxation de l'agriculture renforcerait la compétitivité au niveau mondial des pays en développement. Pour arriver à cette libéralisation elle propose :

- D'instaurer un « appui transitoire » avec un échéancier seulement s'il est nécessaire par une protection des denrées alimentaires, des formes d'imposition alternatives à la taxation de l'agriculture pour dégager des fonds et aussi des filets de sécurité sociaux ;
- D'investir par des fonds publics donnés sous condition d'accroissement de l'efficacité des dépenses publiques dans le réseau routier, la création de systèmes d'information des marchés, de bourses de marchandises et la gestion du risque, la recherche
- De réglementer pour garder les bénéfices de la libéralisation ;
- D'améliorer la connexion entre producteurs et chaînes d'approvisionnement modernes afin de servir les marchés urbains à plus forte valeur ajoutée ;
- D'accompagner les agriculteurs à répondre à la demande en pleine phase de croissance des aliments transformés et diminuer le nombre d'intermédiaires ;
- D'investir dans le marketing pour promouvoir la fabrication locale et les « connotations géographiques » et dans la mise aux normes sanitaires et phytosanitaires ;
- De combler le PAM de plus de 450 millions d'euros de denrées alimentaires par les pays riches pour répondre aux besoins les plus urgents et respecter l'objectif de 0,7% du PIB ;
- De doubler les prêts pour l'agriculture à hauteur de 800 millions \$ pour l'Afrique ;
- D'élargir l'aide alimentaire à l'aide monétaire par des bons d'échange ou de l'argent ;
- De soutenir les États qui développent des transferts d'argent conditionnés afin d'agir en faveur de la production et de l'autonomie des États.

La BM prône des solutions émanant principalement du secteur privé appuyées par le public mais avec des conditions.

Préconisations de la FAO

- Augmenter la productivité, pour aider les marchés à mieux résister aux chocs externes, en réduisant le gaspillage et pour faire en sorte que les marchés locaux puissent être approvisionnés en quantités croissantes à des prix abordables et en investissant dans la recherche et le développement agricoles, dans les institutions et les infrastructures afin de rendre le secteur plus productif.

- Perfectionner les systèmes internationaux et nationaux de suivi et de surveillance des perspectives des marchés. Ceci inclut de meilleures données sur la production, les stocks et les échanges des produits alimentaires sensibles, la réduction des distorsions liées à des politiques publiques comme les restrictions aux importations
- Les filets de sécurité sociaux peuvent être pertinents pour protéger les consommateurs les plus vulnérables contre les hausses des prix alimentaires tandis que pour les producteurs peuvent contrebalancer de faibles revenus en maintenant leur capacité à s'approvisionner en intrants et à rester dans le système productif.
- Des réserves d'urgence pour une assistance ciblée aux personnes pauvres sont utiles pour réduire l'impact des prix élevés.
- Davantage d'efforts sont requis pour que des dispositifs de gestion des risques axés sur le marché soient disponibles aux plus petits producteurs. Cela inclut l'utilisation de contrats à terme et des marchés à terme des produits.
- Adopter des stratégies de gestion des risques par les gouvernements comme des dispositifs d'assurance pour financer les importations de produits alimentaires en cas de déficit de la production nationale

Préconisations du G20

- améliorer la production et la productivité en agriculture à court et à long terme pour répondre à une demande croissante de matières premières agricoles ;
- renforcer l'information et la transparence du marché pour donner des bases plus solides aux anticipations des gouvernements et des opérateurs économiques ;
- renforcer la coordination politique internationale pour améliorer la confiance dans les marchés internationaux et ainsi prévenir les crises des marchés alimentaires et y répondre de manière plus efficace ;
- améliorer et développer les outils de gestion du risque pour les gouvernements, les entreprises et les agriculteurs afin de renforcer leur capacité à gérer et à limiter les risques liés à la volatilité des prix agricoles, notamment dans les pays les plus pauvres ;
- améliorer le fonctionnement des marchés dérivés de matières premières.

Préconisations de l'IFPRI

Propositions de l'IFPRI	Mesures
Investir dans les technologies pour minimiser la compétition aliment-carburant et faire des politiques plus efficaces	Récompenser les initiatives moins intenses en carbone dans la production de biocarburants non issus de graines alimentaires. Evaluer avantages et menaces de la production de biocarburant pour la sécurité alimentaire et la contribution réelle des biocarburants sur l'effet de serre
Mettre en place ou renforcer la protection sociale et les filets de sécurité	Création ou utilisation de programme immédiatement de transfert d'argent pour protéger la diversité du régime alimentaire et la nutrition en micronutriments. Créer des programmes immédiatement de protection sociale en priorisant es régions et les personnes les plus vulnérables (discriminations vers femmes et enfants)
Rendre le commerce mondial ouvert, juste et transparent	Éliminer et/ou limiter les restrictions et interdiction aux exportations. Éliminer les tarifs nuisibles aux importations et barrières non tarifaires
Mettre en place une réserve mondiale d'urgence physique de céréales	Créer et manager cette réserve par une institution internationale possédant déjà un système de management alimentaire avec de fortes capacités logistiques comme le PAM ou le WFP. Financer cette réserve par des dons des grands pays exportateurs et producteurs. Implanter cette réserve dans les grands pays producteurs et importateurs. Expérimenter cette réserve pour de petites réserves
Promouvoir la croissance agricole (en particulier la productivité des petits agriculteurs face au changement climatique) par des investissements et par des politiques nouvelles	Améliorer l'accès au marché. Investir pour : <ul style="list-style-type: none"> ➤ diminuer les coûts des intrants, ➤ améliorer la compétitivité en investissant dans la recherche et en créant des services financiers et d'assurance récolte, ➤ améliorer les infrastructures de marché, ➤ promouvoir les techniques agricoles appropriées
Investir dans l'adaptation aux changements climatiques par les gouvernements nationaux (et modérer ces investissements en utilisant tout le potentiel qu'offre l'agriculture)	Améliorer de la gestion des terres par l'amélioration de l'efficacité énergétique et des rendements de récoltes pour améliorer le stockage carbone. Introduire de nouvelles variétés.
Créer un groupe international pour surveiller régulièrement la situation alimentaire mondiale	Regrouper toutes les organisations internationales ayant un rapport avec l'alimentation. Regarder les indicateurs et donner des directions sur le niveau optimal de réserve en céréales.

Conclusion

La crise de 2007/2008 a touché plus durement les pays importateurs et les pays en développement. Les organisations humanitaires ont agi dans l'urgence afin d'atténuer ses effets. Et certaines décisions pour enrayer la faim, prises à la hâte, ont été incohérentes et peu coordonnées au niveau international. Elles ont eu des degrés différents d'efficacité sur les marchés nationaux et parfois des effets dévastateurs pour les pays importateurs. Les causes sont conjoncturelles et structurelles. Deux courants de pensées s'opposent encore aujourd'hui sur les solutions à mettre en place. En effet, la création de réserve de céréales peut alors être une solution efficace pour garantir la sécurité alimentaire en cas de crise mais reste déloyale en cas de crise notamment pour les producteurs locaux. Néanmoins, si la mise en œuvre de filet de sécurité a été une façon efficace d'atteindre les personnes les plus touchées par la crise dans certains pays, elle est très coûteuse surtout dans les pays qui n'ont pas de capacité fiscale. Cela a révélé l'importance de la planification d'urgence afin de mieux équiper les pays à être en mesure d'offrir une assistance ciblée. Mais un consensus apparaît quant à la gestion privée de la production par une meilleure maîtrise de celle-ci et par des investissements dans la recherche et dans des infrastructures garantissant l'amélioration de la production et la formation aux agriculteurs. Ces mesures semblent diminuer le risque lié à la volatilité des prix domestiques par la maîtrise de la production et de sa distribution sur le marché domestique ou international. Il convient d'accompagner par des fonds internationaux les pays les moins avancés afin qu'ils rattrapent ce retard et deviennent au moins producteurs pour moins subir les variations du marché international. Actuellement, les prix de produits agricoles dépassent les records atteints en 2008, mais on ne parle pas de crise car la situation est différente. En effet, les récoltes en 2010 ont été au dessus de la moyenne en particulier en Afrique, les niveaux des stocks sont beaucoup plus élevés et la croissance économique plus vive prévaut. Cela a permis aux prix dans ces pays de ne pas augmenter au moins au même rythme que sur les marchés internationaux. Les actions nationales et internationales semblent donc tournées vers la gestion des marchés physiques et financiers notamment en régulant les marchés par la limitation des spéculations sur les marchés agricoles comme dans l'union européenne qui rédige une loi mais ces régulations semblent longues à mettre en place et nécessitent des contrôles.

Bibliographie

Bacheliert, B., Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde, Le G20 : une chance pour l'agriculture mondiale, mai 2011

Page | 21

CNUCED, 2008. Les causes de la crise alimentaire mondiale de 2008.
<http://redtac.org/possibles/2010/10/08/les-causes-de-la-crise-alimentaire-mondiale-de-2008/>.
Consulté le 5 novembre 2011.

CNUCED, 2008. Répondre à la crise alimentaire globale. Les politiques essentielles pour le commerce, l'investissement et les produits de base afin d'assurer la sécurité alimentaire durable et d'atténuer la pauvreté.

Demeke, M., Alemu, A., B. Bushie, S., Yifredew & Ferede, T., 2007. Exploring demand and supply factors behind the new developments in grain prices in Ethiopia: Key issues and hypotheses. DFID Ethiopia.

Gilbert, C., C. W. Morgan, 2010, Food Price volatility, Philosophical Transactions of the Royal Society.

Gilbert, C. L., 2009, Understanding spikes and speculation in agricultural commodity markets. in Paper presented to the Experts Meeting on "Institutions and Policies to Manage Global Market Risks and Price Spikes in Basic Food Commodities" 26-27 October, FAO.

GRAIN, 24 October 2008. Seized: The 2008 landgrab for food and financial security

GRAIN, 28 April 2008. Making a killing from hunger

HLPE, 2011. Price Volatility and food security. A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security. Rome 2011.

HURÉ M., 2011. Flambée des prix agricoles et sécurité alimentaire : Quelle géographie de l'insécurité alimentaire ? Comment l'expliquer ? Que s'est-il réellement passé lors de la crise alimentaire de 2007-2008 ?

IEA, 2010. Key world Energy STATISTICS.

http://www.iea.org/textbase/nppdf/free/2010/key_stats_2010.pdf. Consulté le 30 novembre 2011.

IFPRI Headey D.D., 2010, Rethinking the global food crisis. The role of trade shocks

Discussion Paper 00958, March 2010, IFPRI, Washington D.C.

IMF, 2009, International financial statistics online.

Prakash, A., 2011. Safeguarding food security in volatile food markets. Rome, FAO.

USDA, 2007, India grain and feed quarterly lock-up report, GAIN Report IN7103, United States Department of Agriculture.

Shenggen, F., Maximo T., et Derek H. 2011. **IFPRI**. Urgent Actions Needed to Prevent Recurring Food Crises.

The Economist, The new face of hunger, 17 avril 2008.

USDA. 2009 Household Food Security in the United States.

BM, 2008, **Chris Lester de Rock Creek Strategic Marketing et Bill Praguski de Critical Stages**, Rapport sur le développement dans le monde, L'agriculture au service du Développement.